

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUES RÉGIONALES CLIMAT, AIR, ÉNERGIE - 5ÈME RAPPORT 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	10
Annexe 1 : Fiches projets Efficacite energetique.....	11
Annexe 2 : Convention BRUITPARIF-REGION 2026-2028.....	38
Annexe 3 : Avenant Convention EDF et Ile-de-France - Territoires d'Industrie.....	58
Annexe 4 : Airparif petite chaufferie Biomasse.....	62
Annexe 5 : Soutien aux associations oeuvrant pour l'environnement.....	65
Annexe 6 : Fiche-projet modifiée.....	69

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de proposer au vote de la commission permanente plusieurs dispositions au titre de la mise en œuvre de la « Stratégie régionale énergie-climat », du « Plan un nouvel air en Île-de-France » et du « Plan anti-bruit pour une Île-de-France plus calme ».

1. Affectation de subventions dans le cadre de la « Stratégie régionale énergie - climat »

Il est proposé de soutenir différents projets, et ainsi d'affecter : **2 739 227,10 €** d'autorisations de programme pour soutenir **13** opérations liées à l'amélioration de **l'efficacité énergétique**, soit :

- 282 688,45 € en faveur de 2 opérations liées à l'appel à projets « Réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire » ;
- 858 733,85 € en faveur de 5 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics » ;
- 1 597 804,80 € en faveur de 6 opérations dans le cadre de l'appel à projets « Rénovation énergétique des équipements sportifs ».

Les fiches projets correspondantes figurent en annexe 1 à la délibération.

Il convient de transférer en autorisations de programme un montant de 115 090,32 €, disponibles sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 76 « Préservation du patrimoine naturel et gestion des risques technologiques », programme HP 76-003 (76003) « Protection de la biodiversité, des milieux naturels et des paysages », action 17600309 « Nature et biodiversité », vers le code fonctionnel 758 « Autres actions » du même chapitre, programme HP 758-003 (75003) « Climat et énergie », action 17500301 « Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

2. Convention entre la Région Île-de-France et Bruitparif

Il est proposé d'approuver la convention entre la Région Île-de-France et Bruitparif figurant en annexe 2 à la délibération.

3. Avenant à la convention-cadre de partenariat avec Electricité de France (EDF) : présentation d'un nouvel accompagnement « Décarbonation de l'industrie »

La décarbonation et l'électrification des usages industriels reste un levier clé et un enjeu majeur tant du point de vue réglementaire que de la compétitivité des entreprises et de l'attractivité du secteur et des territoires. Dans le cadre des priorités régionales liées à la réindustrialisation décarbonée inscrites dans Impact 2028, un programme d'accompagnement à la décarbonation et à la transition énergétique, en lien avec les territoires et leurs tissus industriels, a été élaboré en partenariat avec EDF.

4. Avenant à la convention-cadre de partenariat avec Electricité de France (EDF) : présentation d'un nouvel accompagnement « Décarbonation de l'industrie »

Fort d'une première expérimentation réussie au sein du territoire Grand Paris Seine et Oise en 2024, inscrite dans ladite convention-cadre (action 6.2), et afin d'étendre cette approche

partenariale pour offrir une réponse complète auprès d'une dizaine de territoires franciliens, il a été convenu d'articuler l'accompagnement autour des deux axes suivants :

1. Réalisation de diagnostics territoriaux et des tissus industriels

Elaboration d'un diagnostic des consommations d'énergies fossiles et d'émission de gaz à effet de serre des industriels, ainsi qu'une cartographie des infrastructures ou potentiels définissant des leviers de transition à l'échelle de chacun de chacun des territoires étudiés.

2. Actions d'animation autour de solutions et d'actions de décarbonation

Mobilisation des industriels et des territoires autour d'ateliers de travail afin de consolider les diagnostics, partager les retours d'expérience et les cas de réussites ainsi que de définir des actions à déployer (sensibilisation, projet de transition industriels, projets d'infrastructures territoriales ...)

L'ensemble de ce programme s'inscrira en cohérence avec les principes du SRCAE, en particulier dans la recherche de solutions d'optimisation des process industriels, de valorisation de la chaleur fatale, d'exploitation de la géothermie de surface, d'utilisation des énergies renouvelables, et d'électrification. Il sera également prévu de mobiliser les dispositifs existants dédiés à la décarbonation, et en particulier les dispositifs régionaux tels que Gamme'Up ou le dispositif « Décarbonation et compétitivité »

Enfin, cet accompagnement auprès des territoires et de leurs entreprises pourra intégrer un volet de soutien aux initiatives innovantes en matière de formation et de développement des compétences dans le domaine de la transition environnementale et de la décarbonation, comme prévu dans ladite convention cadre et notamment l'axe 7 « La structuration d'une filière des métiers de la transition énergétique » et autres mentions dédiées.

Le présent rapport propose d'intégrer ce programme à la « convention-cadre de partenariat pour la transition écologique, énergétique et climatique en Île-de-France » entre la Région Île-de-France et Electricité De France (EDF), initialement adoptée par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 et pour cela d'approuver l'avenant à la convention-cadre figurant en annexe 3 à la délibération.

5. Affectation à Airparif pour tester des technologies de filtration pour les petites chaufferies biomasse

Airparif a publié une étude le 27 mars 2025, qui montre que les chaufferies biomasse de petites tailles émettent 6 à 15 fois plus de particules fines celles de tailles plus importantes. Or, l'Île-de-France compte environ 160 chaufferies de ce type.

Afin de diminuer les émissions de polluants nocifs pour la santé des Franciliens issues de ces chaufferies, il est proposé d'affecter **170 000 €** d'autorisations de programme à Airparif pour tester l'efficacité de différentes technologies de filtration sur certaines des chaufferies biomasse de petites tailles étudiées dans l'étude précitée.

La fiche-projet correspondante figure en annexe 4 à la délibération.

6. Soutien à une association œuvrant pour l'environnement

Il est proposé d'affecter **55 000 €** d'autorisations d'engagement à l'association **Énergie partagée** pour son programme d'action 2026 en faveur du développement des énergies renouvelables citoyennes.

La fiche-projet correspondante figure en annexe 5 à la délibération.

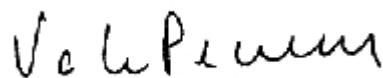
7. Modification d'une fiche-projet

A la suite d'une erreur matérielle, il est proposé de corriger le nom du groupe scolaire et le descriptif des travaux de la fiche-projet n° EX073027 adoptée par délibération n° CP 2023-326 du 21 septembre 2023. Cette modification est sans incidence sur le montant de la subvention.

La fiche-projet ainsi corrigée figure en annexe 6 à la délibération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

POLITIQUES RÉGIONALES CLIMAT, AIR, ÉNERGIE - 5ÈME RAPPORT 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'énergie ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie énergie climat de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales Energie-climat Air : Affectations 2021 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et du règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-072 du 29 mars 2023 relative aux politiques régionales climat-air-énergie : 2èmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 relative aux politiques régionales climat-air-énergie quatrièmes affectations 2023 et à l'approbation de la « convention-cadre de partenariat pour la transition écologique, énergétique et climatique en Ile-de-France » entre la Région Ile-de-France et Electricité De France (EDF) ;

VU la délibération n° CP 2023-326 du 21 septembre 2023 relative au budget participatif écologique et solidaire – 5^{ème} édition ;

VU la délibération n° CP 2024-034 du 31 janvier 2024 relative aux politiques régionales biodiversités air, énergie, économie circulaire et déchets BPE : 1ères affectations 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie : deuxièmes affectations ;

VU la délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie : troisième rapport 2024 ;

VU La délibération n° CR 2024-020 du 26 septembre 2024 relative à l'adoption du « Plan anti-bruit pour une Île-de-France plus calme », plan régional de réduction des nuisances sonores ;

VU la délibération n° CP 2024-249 du 27 septembre 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie - 4ème rapport 2024 ;

VU la délibération n° CP 2024-338 du 15 novembre 2024 relative aux politiques régionales climat, air, énergie, 5ème rapport 2024 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-294 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide, au titre de la Stratégie régionale énergie-climat, dans le cadre de l'appel à projets « **Réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire** », de participer au financement de 2 opérations, détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 282 688,45 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes au modèle approuvé par délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, une autorisation de programme d'un montant de **282 688,45 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Autres actions », programme HP 75-003 (175003) « Climat et énergie », action 17500301 « Énergies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

Article 2 :

Décide, au titre de la Stratégie régionale énergie-climat, dans le cadre de l'appel à projets « **Rénovation énergétique des bâtiments publics** », de participer au financement de 5 opérations, détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 858 733,85 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes au modèle approuvé par délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, une autorisation de programme d'un montant de **858 733,85 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Autres actions », programme HP 75-003

(175003) « Climat et énergie », action 17500301 « Énergies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

Article 3 :

Décide, au titre de la Stratégie régionale énergie-climat, dans le cadre de l'appel à projets « **Rénovation énergétique des équipements sportifs** », de participer au financement de 6 opérations, détaillées dans les fiches projets en annexe 1 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 1 597 804,80 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes au modèle approuvé par délibération n° CP 2024-180 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, une autorisation de programme d'un montant de **1 597 804,80 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Autres actions », programme HP 75-003 (175003) « Climat et énergie », action 17500301 « Énergies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public », du budget 2025.

Article 4 :

Approuve la convention entre la Région Île-de-France et Bruitparif, figurant en annexe 2 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Article 5 :

Approuve l'avenant à la « convention-cadre de partenariat pour la transition écologique, énergétique et climatique en Ile-de-France » entre la Région Ile-de-France et Electricité De France (EDF) figurant en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 6 :

Décide, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention pluriannuelle entre Airparif et la Région, de participer au financement d'une opération, détaillée dans la fiche-projet figurant en annexe 4 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 170 000 €.

Affecte, une autorisation de programme d'un montant de **170 000 €**, disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-002 (174002) « Qualité de l'air, bruit et santé environnementale », action 17400201 « Qualité de l'air, bruit et santé environnementale », du budget 2025.

Article 7 :

Décide, au titre du **soutien aux structures dans le secteur de l'environnement**, de participer au financement d'1 opération, détaillée dans la fiche-projet en annexe 5 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de 55 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle approuvé par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée, et autorise la

présidente du conseil régional à la signer.

Affecte, une autorisation d'engagement d'un montant de **55 000 €**, disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-004 (171004) « Actions transversales », action 17100402 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget 2025.

Article 8 :

Approuve la fiche-projet modifiée n° EX073027 telle qu'elle figure en annexe 6 à la présente délibération.

Cette fiche-projet se substitue à celle adoptée par délibération n° CP 2023-326 du 21 septembre 2023 susvisée.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'alinéa 3 des articles 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets Efficacite energetique

DOSSIER N° EX097427 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Commune de Viarmes (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	331 120,00 € HT	45,30 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VIARMES

Adresse administrative : PLACE PIERRE SALVI
95270 VIARMES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Olivier DUPONT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 221 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 30 avril 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Viarmes (5 386 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer l'ensemble des 221 luminaires vétustes sur les 863 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED au sein des zones suivantes :

- allée de la Garenne ;
- ruelles des Caboisons, Saint Ladre ;
- rues de la Fontaine Saint Pierre, du Haut Besnard, de la Mardelle, des Jardins, du Marais, de l'Auge, Jules Ferry, Edouard Branly, du Fréval, du Général Leclerc, du Giez, de la Garenne, de la République, Anna Langfus, Saint Ladre, Jean-Baptiste Charcot, de l'Etang, John Fitzgerald Kennedy ;
- avenues de Royaumont, Georges Clemenceau.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l'extinction de l'éclairage public de 0h00 à 5h30 afin de maximiser les économies d'énergie et de minimiser la pollution lumineuse

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l'extinction de l'éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune sollicite une subvention au titre de ce dispositif pour la première fois. La base éligible retenue est de 331 120 €. Le projet prévoit, hors assiette subventionnable le remplacement de massifs.

Localisation géographique :

- VIARMES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	331 120,00	92,61%
Autres dépenses (non éligibles)	26 435,00	7,39%
Total	357 555,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	41,95%
Fonds propres	177 555,00	49,66%
Département du Val d'Oise	30 000,00	8,39%
Total	357 555,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097426 - AAP Modernisation de l'éclairage public - Commune de Faremoutiers (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	265 376,90 € HT	50,00 %	132 688,45 €
	Montant total de la subvention		132 688,45 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FAREMOUTIERS

Adresse administrative : AVENUE VICTOR MASSOUL
77515 FAREMOUTIERS

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Nicolas CAUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : remplacement de 452 luminaires d'éclairage public par des technologies réduisant les consommations et la pollution lumineuse

Dates prévisionnelles : 1 février 2026 - 30 juin 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Farmoutiers (3 018 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public pour limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

L'opération consiste à remplacer l'ensemble des 452 luminaires vétustes sur les 452 luminaires fonctionnels que compte la commune par des luminaires LED. A la suite de cette opération l'ensemble du parc de luminaires de la commune aura été rénové en LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses, et la température de couleur ne devra pas excéder 2700 Kelvin.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 3 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la

faune nocturne en participant à la constitution de la trame noire. La commune prévoit l’extinction de l’éclairage public de 0h30 à 5h afin de maximiser les économies d’énergie et de minimiser la pollution lumineuse

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention "appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu’à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 3 ou supérieur et à l’extinction de l’éclairage public au moins 5 heures par nuit, plafonnée à 150 000 €. La commune sollicite une subvention au titre de ce dispositif pour la seconde fois suite à la caducité sans demande de paiement de la subvention votée en novembre 2021. La base éligible retenue est de 265 376,90 €.

Localisation géographique :

- FAREMOUTIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L’organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels (assiette éligible)	265 376,90	100,00 %
Total	265 376,90	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	132 688,45	50,00%
Fonds propres	132 688,45	50,00%
Total	265 376,90	100,00 %

DOSSIER N° EX097430 - Appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics » (travaux) - commune de Noiseau (94)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 208 376,50 € HT	20,69 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISEAU
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE VIENOT
94880 NOISEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yvan FEMEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de la mairie

Dates prévisionnelles : 28 mai 2025 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

Description :

La commune de Noiseau (4 610 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de la mairie.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 48 % en énergie finale et de 43 % en énergie primaire pour le bâtiment grâce :

- à l'isolation de la toiture ;
- à l'isolation des murs ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- au remplacement du système de ventilation ;
- au remplacement de l'éclairage par des LEDs ;
- à l'installation d'un système de GTB.

Détail du calcul de la subvention :

Au vu du règlement d'intervention en vigueur, adopté par la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

L'assiette éligible est de 1 208 376,50 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, le remplacement d'une chaudière gaz, des travaux d'aménagement intérieur, la remise aux normes de l'installation électrique et des systèmes de sécurité, des frais divers d'études et de maîtrise d'oeuvre.

Localisation géographique :

- NOISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépose et curage préparatoire à l'isolation (assiette éligible)	81 576,50	3,83%
Isolation de toiture (assiette éligible)	143 900,00	6,76%
Isolation des murs (assiette éligible)	611 200,00	28,72%
Menuiseries (assiette éligible)	127 700,00	6,00%
Ventilation	150 000,00	7,05%
Gestion technique du bâtiment (assiette éligible)	40 000,00	1,88%
Eclairage LED (assiette éligible)	54 000,00	2,54%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	919 923,50	43,22%
Total	2 128 300,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	11,75%
Fonds propres	1 026 980,00	48,25%
Fond vert	425 660,00	20,00%
Métropole du Grand Paris	425 660,00	20,00%
Total	2 128 300,00	100,00 %

DOSSIER N° EX096937 - Appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics » (travaux) - commune du Crouy-sur-Ourcq (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	484 000,00 € HT	45,00 %	217 800,00 €
	Montant total de la subvention		217 800,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CROUY-SUR-OURCQ

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
77840 CROUY SUR OURCQ

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DIDIER MANSON, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école élémentaire.

Dates prévisionnelles : 21 juillet 2025 - 1 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin de profiter de la période estivale pour réaliser le gros œuvre et minimiser ainsi l'impact sur la vie scolaire.

Description :

La commune du Crouy-sur-Ourcq (1 808 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école élémentaire pour améliorer le confort des enfants comme des équipes enseignantes et améliorer le service d'accueil.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 42 % en énergie primaire et 67 % en énergie finale des deux bâtiments de l'école grâce :

- à l'isolation des murs, du plancher, des combles et de la toiture ;
- au remplacement de la menuiserie ;
- au remplacement de la chaudière gaz par des pompes à chaleur air/eau ;
- à l'amélioration du système de ventilation.

Détail du calcul de la subvention :

Au vu du règlement d'intervention en vigueur, adopté par la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 484 000,00 €.

Localisation géographique :

- CROUY-SUR-OURCQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation des murs (assiette éligible)	129 000,00	26,65%
Isolation des toitures (assiette éligible)	30 000,00	6,20%
Isolation des planchers (assiette éligible)	20 000,00	4,13%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	150 000,00	30,99%
Ventilation (assiette éligible)	80 000,00	16,53%
Chauffage et eau chaude sanitaire (assiette éligible)	70 000,00	14,46%
Eclairage LED (assiette éligible)	5 000,00	1,03%
Total	484 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	217 800,00	45,00%
FER	50 000,00	10,33%
Fonds propres	216 200,00	44,67%
Total	484 000,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097428 - Appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics » (travaux) - commune de Flagy (77)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	388 300,00 € HT	41,88 %	162 615,40 €
	Montant total de la subvention		162 615,40 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FLAGY

Adresse administrative : 5 BIS RUE DU POELON
77940 FLAGY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Philippe DESVIGNES, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de l'école élémentaire

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 1 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Flagy (607 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de l'école élémentaire.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 48 % en énergie finale et de 43 % en énergie primaire pour le bâtiment grâce :

- à l'isolation de la toiture ;
- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- au remplacement du système de ventilation ;
- à l'installation d'une pompe à chaleur air/eau hybridée sur la chaudière gaz récente ;
- au remplacement de l'éclairage par des LEDs ;
- à l'installation de protections solaires.

Détail du calcul de la subvention :

Au vu du règlement d'intervention en vigueur, adopté par la délibération n° CP 2023-171 du

5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

L'assiette éligible est de 388 300 € Le projet prévoit, hors assiette éligible, la mise aux normes PMR, des frais d'études et de maîtrise d'oeuvre.

Localisation géographique :

- FLAGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation de toiture (assiette éligible)	40 000,00	8,61%
Isolation des murs (assiette éligible)	118 300,00	25,46%
Menuiseries (assiette éligible)	50 000,00	10,76%
Ventilation et chauffage (assiette éligible)	148 000,00	31,85%
Eclairage LED (assiette éligible)	8 000,00	1,72%
Protections solaires (assiette éligible)	24 000,00	5,17%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	76 344,00	16,43%
Total	464 644,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	162 615,40	35,00%
Fonds propres	139 403,20	30,00%
Dotation d'équipements des territoires ruraux	116 161,00	25,00%
Département de Seine-et-Marne	46 464,40	10,00%
Total	464 644,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097476 - Appel à projet Rénovation énergétique des bâtiments publics (travaux) - commune de Neuilly en Vexin (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	351 000,00 € HT	40,96 %	143 757,00 €
	Montant total de la subvention		143 757,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY EN VEXIN

Adresse administrative : 2 RUE DE L'EGLISE
95640 NEUILLY EN VEXIN

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Jérôme OLIVIER, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique globale de la salle des fêtes de la commune.

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 1 mai 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La salle des fêtes présente aujourd'hui d'importantes fuites de toiture, car son état s'est aggravé au cours de l'année passée ; il convient de réaliser des travaux au plus vite.

Description :

La commune de Neuilly en Vexin (238 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de sa salle des fêtes.

Pour la salle des fêtes, les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 62 % en énergie primaire et de 62 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- à l'isolation des toitures ;
- au remplacement des menuiseries ;
- au remplacement des luminaires par des LED.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention, adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet

2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 351 000 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, le financement d'une maîtrise d'œuvre et l'installation d'une PAC air/air.

Localisation géographique :

- NEUILLY-EN-VEXIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation des murs (assiette éligible)	146 000,00	30,47%
Isolation des toitures (assiette éligible)	115 000,00	24,00%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	60 000,00	12,52%
Ventilation (assiette éligible)	18 000,00	3,76%
Eclairage LED (assiette éligible)	12 000,00	2,50%
Autres dépenses (assiette non éligible)	128 190,00	26,75%
Total	479 190,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	143 757,00	30,00%
Fonds vert	191 676,00	40,00%
Fonds propres	143 757,00	30,00%
Total	479 190,00	100,00 %

DOSSIER N° EX097711 - Appel à projets « Rénovation énergétique des bâtiments publics » (travaux) - SIAPBE - Persan (95)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-204182-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	281 876,57 € HT	35,48 %	84 561,45 €
	Montant total de la subvention		84 561,45 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIAPBE SI D ASSAINISSEMENT DE
PERSAN BEAUMONT ET ENVIRONS
Adresse administrative : CHEMIN DU HALAGE
95340 PERSAN
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur OLIVIER LESUEUR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique des bureaux du SIAPBE.

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2025 - 30 janvier 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Syndicat d'Assainissement de Persan, Beaumont et Environs (SIAPBE), syndicat mixte fermé, souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du bâtiment accueillant ses bureaux administratifs à Persan. Ces travaux ont pour objectif de réduire les coûts énergétiques et les émissions de GES et améliorer le confort thermique des occupants.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 51 % en énergie primaire et 51% en énergie finale grâce :

- à l'isolation des murs par l'extérieur ;
- au renouvellement des menuiseries ;
- à l'isolation de la toiture ;
- à l'amélioration de la ventilation et du traitement de l'air ;
- à la mise en place des éclairages LED ;
- au renouvellement de la pompe à chaleur air/air pour la production de chauffage et de l'eau chaude sanitaire ;

- à la mise en place de panneaux photovoltaïques dans une seconde phase du projet.

Détail du calcul de la subvention :

Au vu du règlement d'intervention en vigueur, adopté par la délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023, la subvention peut atteindre 50 % des dépenses éligibles, et est plafonnée à 450 000 €.

La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 281 876,57 €. Le projet prévoit, hors assiette éligible, la dépose et l'installation d'une pompe à chaleur air/air et l'installation de panneaux photovoltaïques dans une seconde phase.

Localisation géographique :

- PERSAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation mur (assiette éligible)	113 035,00	20,05%
Isolation toiture (assiette éligible)	14 853,00	2,63%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	69 875,00	12,39%
Ventilation (assiette éligible)	82 082,57	14,56%
Eclairage LED (assiette éligible)	2 031,00	0,36%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	281 996,93	50,01%
Total	563 873,50	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	84 561,45	15,00%
Fonds propres	169 162,05	30,00%
Fonds vert	112 800,00	20,00%
Fonds Val-d'Oise Territoire	197 350,00	35,00%
Total	563 873,50	100,00 %

DOSSIER N° EX097440 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de Montigny-le-Bretonneux (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	4 446 028,73 € HT	8,04 %	357 282,30 €
	Montant total de la subvention		357 282,30 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Adresse administrative : 66 RUE DE LA MARE AUX CARATS
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Lorrain MERCKAERT, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation énergétique du complexe sportif Pierre-de-Coubertin

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Contraintes de réouverture du site pour la reprise des activités sportives.

Description :

La commune de Montigny-le-Bretonneux (31 766 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique de son complexe sportif Pierre-de-Coubertin.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 46 % en énergie primaire et de 55 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des murs ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- à l'optimisation du système de ventilation ;
- à l'installation d'éclairage LED.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage. L'assiette éligible est de 4 466 028,73 €. Le projet contient également hors assiette éligible, le changement d'une chaudière au gaz et des travaux de réhabilitation d'équipements sportifs.

Localisation géographique :

- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique (assiette éligible)	4 466 028,73	50,90%
Travaux de réhabilitation d'équipements sportifs (hors assiette éligible)	3 974 045,37	45,29%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	334 883,98	3,82%
Total	8 774 958,08	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	357 282,30	4,07%
Subvention Communauté D'agglomération SQY	2 362 487,42	26,92%
Fonds propres	6 055 188,36	69,01%
Total	8 774 958,08	100,00 %

DOSSIER N° EX097212 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de Le Pecq (78)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 657 247,49 € HT	20,00 %	331 449,50 €
	Montant total de la subvention		331 449,50 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PECQ

Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
78230 LE PECQ

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Laurence BERNARD, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique de la piscine municipale.

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 1 avril 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune sollicite un démarrage anticipé du projet afin de pouvoir respecter le calendrier prévisionnel des travaux et garantir une réouverture de l'équipement pendant la saison sportive 2026-2027.

Description :

La commune de Le Pecq (16 121 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale de la piscine municipale des Vignes Benettes.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 24 % en énergie primaire et de 43 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des toitures ;
- à l'isolation des murs ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;
- à l'optimisation du système de ventilation ;
- à la récupération de chaleur sur les eaux usées claires ;
- à l'installation d'éclairage LED.

Le projet intègre également des travaux de modernisation visant à améliorer la pratique sportive qui font l'objet d'une instruction au titre de l'AAP équipements sportifs de proximité (dossier EX096440).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale de 30 % du maître d'ouvrage. L'assiette éligible est de 1 657 247 €. Le projet contient également hors assiette éligible, le changement d'une chaudière au gaz et des travaux de réhabilitation d'équipements sportifs.

Localisation géographique :

- LE PECQ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique (assiette éligible)	1 657 247,49	29,48%
Travaux de réhabilitation d'équipements sportifs (hors assiette éligible)	3 439 405,98	61,19%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	524 179,98	9,33%
Total	5 620 833,45	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	331 449,50	5,90%
Région Île-de-France pour la réhabilitation d'équipements sportifs	400 000,00	7,12%
Subvention Département	1 060 000,00	18,86%
Agence nationale du Sport	500 000,00	8,90%
Fonds propres	3 329 383,95	59,23%
Total	5 620 833,45	100,00 %

DOSSIER N° EX097195 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de Bry-sur-Marne (94)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	805 183,49 € HT	40,00 %	322 073,00 €
	Montant total de la subvention		322 073,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE COMMUNE DE BRY SUR MARNE

Adresse administrative : 1 GRANDE RUE CHARLES DE GAULLE
94360 BRY SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Charles ASLANGUL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique du gymnase Georges Clémenceau à Bry-sur-Marne (94).

Dates prévisionnelles : 2 juin 2025 - 3 août 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer l'opération de rénovation énergétique au début de l'été 2025 afin de respecter le calendrier global des travaux.

Description :

La commune de Bry-sur-Marne (18 000 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique du gymnase Georges Clémenceau dans le cadre d'un projet global de réhabilitation du gymnase et du bâtiment adjacent.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 37 % en énergie primaire et de 62% en énergie finale grâce :

- à l'isolation extérieure et intérieure des murs et l'isolation de la toiture ;
- au remplacement des menuiseries ;
- à la mise en place d'un nouveau système de ventilation.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 805 183,49 €. Le projet contient également hors assiette éligible l'installation d'une chaudière gaz et d'un chauffe-eau électrique, et des travaux de modernisation des équipements sportif (aide sollicitée auprès du dispositif de soutien régional à la création et la réhabilitation d'équipements sportifs franciliens).

Localisation géographique :

- BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique (assiette éligible)	805 183,49	24,04%
Travaux de modernisation des équipements sportifs (assiette non-éligible)	2 259 234,64	67,46%
Autres dépenses (assiette non-éligible)	284 713,21	8,50%
Total	3 349 131,34	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	322 073,00	9,62%
Région Île-de-France pour la modernisation des équipements sportifs	300 000,00	8,96%
Métropole du Grand Paris	399 522,00	11,93%
Fonds vert	300 000,00	8,96%
Fonds propres	2 027 536,34	60,54%
Total	3 349 131,34	100,00 %

DOSSIER N° EX094083 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de Noiseau (94)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	783 950,89 € HT	37,25 %	292 000,00 €
	Montant total de la subvention		292 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISEAU
Adresse administrative : 2 RUE PIERRE VIENOT
94880 NOISEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yvan FEMEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique du gymnase Léo Lagrange

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2025 - 31 mars 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Noiseau (4 619 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du gymnase Léo Lagrange.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 53 % en énergie primaire et finale grâce :

- à l'isolation des toitures ;
- à l'isolation des murs ;
- au remplacement des menuiseries ;
- le remplacement des diffuseurs de chaleur et de la centrale de traitement d'air ;
- à l'installation d'un système de ventilation double flux ;
- à l'installation d'un système de gestion technique du bâtiment.

Le projet intègre également des travaux de modernisation visant à améliorer la pratique sportive qui font l'objet d'une instruction au titre du dispositif de soutien à la création et à la

réhabilitation des équipements sportifs franciliens (dossier EX096255).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible est de 783 950,89 €. Le projet contient également hors assiette éligible, des travaux de modernisation de l'équipement sportif, d'installation de panneaux photovoltaïques, d'aménagement des abords ainsi que des études et frais divers.

Localisation géographique :

- NOISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'isolation (assiette éligible)	348 090,00	18,12%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	148 400,00	7,73%
Chauffage et gestion technique du bâtiment (assiette éligible)	231 247,44	12,04%
Eclairage LED (assiette éligible)	56 214,00	2,93%
Travaux de modernisation de l'équipement sportif (non éligibles)	686 501,14	35,74%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	450 283,01	23,44%
Total	1 920 735,59	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	292 000,00	15,20%
Région Île-de-France pour la modernisation des équipements sportifs	80 000,00	4,17%
Fonds propres	1 136 485,59	59,17%
Fonds vert	312 250,00	16,26%
Dotation d'équipements des territoires ruraux	100 000,00	5,21%
Total	1 920 735,59	100,00 %

**DOSSIER N° EX096096 - Rénovation énergétique des équipements sportifs -
SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU COLLEGE DE LA REGION DE NEAUPHLETTE -
SICOREN**

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041581-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	1 110 410,00 € HT	20,26 %	225 000,00 €
	Montant total de la subvention		225 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU
COLLEGE DE LA REGION DE
NEAUPHLETTE SICOREN

Adresse administrative : 2 RUE DES TOURELLES
78980 LONGNES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur CHRISTOPHE DEBAST, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique du gymnase Bréval

Dates prévisionnelles : 15 septembre 2025 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer les travaux afin réduire les consommations énergétiques et les dépenses du syndicat intercommunal dans le contexte de hausse des prix.

Description :

Syndicat intercommunal du collège de la région de Neauphlette (10 590 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du gymnase Bréval.

Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 68 % en énergie primaire et de 70 % en énergie finale grâce :

- à l'isolation des toitures ;
- à l'isolation des murs et soubassements par l'extérieur ;
- au remplacement des menuiseries extérieures ;

- à l'installation d'un système de gestion technique du bâtiment ;
- au remplacement des système d'éclairage ;
- à l'installation d'une ventilation double flux.

Le projet intègre également des travaux de modernisation visant à améliorer la pratique sportive qui font l'objet d'une instruction au titre du dispositif de soutien à la création et à la réhabilitation des équipements sportifs franciliens (dossier EX098172).

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. L'assiette éligible est de 1 110 410 €. Le projet prévoit, hors dépenses éligibles, des travaux de modernisation de l'équipement sportif, d'aménagement des abords et frais de maîtrise d'oeuvre.

Localisation géographique :

- BREVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Isolation (assiette éligible)	899 870,00	46,29%
Menuiseries extérieures (assiette éligible)	109 290,00	5,62%
Ventilation (assiette éligible)	61 250,00	3,15%
Eclairage LED (assiette éligible)	40 000,00	2,06%
Travaux de modernisation de l'équipement sportif (non éligible)	614 340,00	31,60%
Autres dépenses (non éligible)	219 395,25	11,28%
Total	1 944 145,25	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	225 000,00	11,57%
Région Île-de-France pour la modernisation des équipements sportifs	116 747,28	6,01%
Fonds propres	638 273,22	32,83%
Fonds vert	467 939,60	24,07%
Dotation d'équipement des territoires ruraux	117 000,00	6,02%
Agence nationale du sport	379 185,15	19,50%
Total	1 944 145,25	100,00 %

DOSSIER N° EX094296 - AAP Rénovation énergétique des équipements sportifs (travaux) - commune de Évry Courcouronnes (91)

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-171 du 05/07/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175003-1700

Action : 17500301- Energies renouvelables et performance énergétique du patrimoine public

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	629 347,00 € HT	11,12 %	70 000,00 €
	Montant total de la subvention		70 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D EVRY COURCOURONNES
Adresse administrative : PLACE DES DROITS DE L'HOMME ET CITOY
91000 EVRY COURCOURONNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur STEPHANE BEAUDET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : rénovation énergétique partielle du gymnase Thoisson à Évry-Courcouronnes (91).

Dates prévisionnelles : 2 février 2025 - 30 août 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : urgence à démarrer la rénovation du gymnase au regard des fuites récurrentes et de la mauvaise isolation, et l'obsolescence du système d'éclairage qui impacte la pratique sportive.

Description :

La commune de Évry Courcouronnes souhaite réaliser une rénovation énergétique partielle du gymnase A. Thoisson. Le projet a pour objectifs d'assurer la pérennité de l'ouvrage, d'assurer le confort des usagers en été comme en hiver. Les travaux devraient conduire à une diminution de la consommation énergétique de 42 % en énergie primaire et une baisse annuelle des émissions de gaz à effet de serre de 35% grâce :

- à la rénovation du toit, des murs et des menuiseries extérieures ;
- à l'isolation intérieure sur un côté du gymnase ;
- à un changement complet du système d'éclairage.

Détail du calcul de la subvention :

Application du règlement d'intervention « appel à projet rénovation énergétique des équipements sportifs » adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 450 000 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage.

L'assiette éligible est de 629 347 €. Le projet contient également hors assiette éligible, des travaux de modernisation et de mise aux normes du gymnase, la pose de panneaux photovoltaïques et divers travaux annexes à la rénovation énergétique (eaux pluviales, gros œuvre, habillages...).

Localisation géographique :

- EVRY-COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique (assiette éligible)	629 347,00	50,71%
travaux de modernisation et construction (hors assiette éligible)	330 867,00	26,66%
Energies renouvelables (hors assiette éligible)	104 830,01	8,45%
Etudes énergétiques (hors assiette éligible)	120 379,94	9,70%
Autres dépenses (hors assiette éligible)	55 747,99	4,49%
Total	1 241 171,94	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France pour la rénovation énergétique des équipements sportifs	70 000,00	5,64%
DSIL	798 076,00	64,30%
Fonds propres	373 095,94	30,06%
Total	1 241 171,94	100,00 %

Annexe 2 : Convention BRUITPARIF-REGION 2026-2028

Convention entre la Région Île-de-France et l'association Bruitparif 2026-2028

ENTRE

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 2025-294 du 20 novembre 2025
ci-après dénommée « la Région »

D'UNE PART,

ET

L'association Bruitparif, observatoire du bruit en Île-de-France, association « loi 1901 » publiée au Journal Officiel du 23 octobre 2004, dont le siège social est situé au 32 boulevard Ornano, 93200 Saint-Denis, représentée par son Président, Monsieur Olivier BLOND,
ci-après dénommée « Bruitparif »

D'AUTRE PART,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ :

- L'historique de la création de l'association Bruitparif et du soutien de la Région Île-de-France à celle-ci, comme précisé en annexe ;
- La délibération n° CR 2024-020 du 26 septembre 2024 relative à l'adoption du « Plan anti-bruit pour une Île-de-France plus calme », plan régional de réduction des nuisances sonores ;
- La délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 relative à l'adoption du 4^{ème} Plan régional santé-environnement (PRSE4), établi conjointement par la Région Île-de-France avec la Préfecture de Région et l'Agence régionale de santé (ARS) ;
- Le Schéma Directeur de la Région Île-de-France Environnemental (SDRIF-E) adopté par délibération CR 2024-036 du 11 septembre 2024 et approuvé par le décret n°2025-517 du 10 juin 2025, qui comporte des objectifs et des orientations réglementaires en matière de lutte contre le bruit et de préservation des zones calmes ;
- Les missions de Bruitparif, telles qu'elles sont définies dans ses statuts en date du 20 juin 2023, notamment ses missions d'intérêt général :

Bruitparif a pour objet de contribuer à l'amélioration de l'environnement sonore et à la lutte contre le bruit en Île-de-France.

Bruitparif conduit, à cet effet, différentes missions d'intérêt général :

- L'observation de l'environnement sonore en Île-de-France ;

- Le développement et l'amélioration des connaissances ;
- L'accompagnement des acteurs franciliens à la prise en compte de l'environnement sonore dans les politiques publiques ;
- L'information et la sensibilisation de tout public.

Cette nouvelle convention s'inscrit dans le cadre des orientations définies par le plan stratégique 2023-2027 de l'association, déclinées dans les quatre axes stratégiques : Observer, Comprendre, Accompagner et Sensibiliser.

Elle vise à formaliser la poursuite du partenariat et du soutien financier de la Région à Bruitparif afin de contribuer à la réalisation des missions d'intérêt général de l'association et à la conduite de travaux spécifiques d'intérêt régional, notamment au regard des objectifs visés dans le plan « Anti-bruit pour une Île-de-France plus calme », plan régional de réduction des nuisances sonores, adopté le 26 septembre 2024 et du plan Régional Santé Environnement (PRSE4), élaboré en association avec l'Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France et les services de l'État et adopté le 28 mars 2024.

Le plan « Anti-bruit pour une Île-de-France plus calme » est destiné à réduire drastiquement le bruit en Île-de-France d'ici 2030, il poursuit 3 grands objectifs :

1. Diminuer le bruit des transports ;
2. Améliorer le confort sonore des Franciliens ;
3. Faire de la prévention, notamment auprès des publics les plus fragiles.

Plusieurs des actions prévues dans ce plan prévoient de s'appuyer sur les compétences de Bruitparif et, en particulier celles d'intérêt général qui consistent à :

- Identifier les zones critiques en matière de bruit des transports terrestres en Île-de-France ;
- Etablir un cadastre de l'état acoustique des chaussées franciliennes ;
- Renforcer le réseau de mesure du bruit autour des aéroports ;
- Aider les communes à préserver 200 zones de calme ;
- Participer à l'organisation d'une campagne de sensibilisation aux risques auditifs destinée aux lycéens ;
- Améliorer les connaissances du lien bruit-sommeil des Franciliens en prenant en compte les principales sources nocturnes de bruit ;
- Promouvoir le dispositif Météo sonore des grands chantiers au bénéfice des riverains.

Portant sur la période 2024-2028, le 4^{ème} Plan Régional Santé Environnement (PRSE4), élaboré en association avec l'Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France et les services de l'État et adopté par délibération n° CP 2024-091 du 28 mars 2024 vise quant à lui à réduire l'exposition des Franciliens aux risques environnementaux, anticiper les effets du changement climatique et faire reculer les inégalités sociales et environnementales pouvant impacter la santé.

En ce qui concerne la prévention contre le bruit, il prévoit notamment les actions suivantes qui s'appuient sur les compétences de Bruitparif qui a la charge du pilotage des actions 4.3 et 4.4 et qui participe à la mise en œuvre de l'action 4.5 :

- Fiche-action 4.3 : Renforcer la surveillance du bruit en tenant davantage compte des effets sanitaires associés aux pics de bruit des transports ;
- Fiche-action 4.4 : Améliorer les connaissances du lien bruit-sommeil des franciliens en prenant en compte les principales sources nocturnes de bruit ;
- Fiche action 4.5 : Documenter les impacts sanitaires croisés des expositions au bruit et à la pollution atmosphérique en milieu résidentiel.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1. ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer le contenu et les modalités du soutien financier de la Région Île-de-France aux activités menées par Bruitparif. Ces activités entrent dans le cadre des missions d'intérêt général de Bruitparif en matière de caractérisation du bruit en Île-de-France, d'accompagnement des politiques de prévention du bruit dans l'environnement et de sensibilisation du grand public aux enjeux d'environnement sonore.

Cela concerne :

1.1. L'observation de l'environnement sonore en Île-de-France

A ce titre, Bruitparif met en œuvre tous moyens (mesures ponctuelles ou permanentes, modélisations, enquêtes ...) permettant la caractérisation de l'environnement sonore et l'évaluation des expositions aux différentes sources de bruit : trafic routier, trafic ferroviaire, trafic aérien, activités commerciales, industrielles, chantiers, loisirs et vie locale. L'observation est conduite majoritairement dans l'environnement extérieur mais peut également concerner les établissements recevant du public et les bâtiments.

Sur la base de ces observations, Bruitparif réalise des études, documents cartographiques, synthèses et bilans relatifs à la caractérisation de l'environnement sonore, à l'évaluation des expositions au bruit et à la quantification de leurs impacts en Île-de-France.

1.2. L'accompagnement des acteurs franciliens à la prise en compte de l'environnement sonore dans les politiques publiques

Bruitparif constitue un outil d'analyse et d'accompagnement permettant de développer la prise en compte de l'environnement sonore dans les politiques publiques mises en œuvre en Île-de-France.

A ce titre, Bruitparif contribue à la diffusion, au suivi et à la valorisation des bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion du bruit dans l'environnement et favorise les échanges entre les différents acteurs publics, associatifs et privés, membres de l'association.

Bruitparif apporte un appui technique spécifique à ses membres qui sont autorités compétentes pour la mise en œuvre des exigences de la directive européenne 2002/49/CE et de sa transposition en droit français.

1.3. L'information et la sensibilisation de tout public

Bruitparif diffuse toutes données, études et synthèses produites par l'association ainsi que toutes informations conséquentes sur l'environnement sonore en Île-de-France.

Bruitparif participe à la sensibilisation de tout public à l'importance de préserver l'environnement sonore et aux bonnes pratiques en la matière.

En partenariat avec des acteurs sanitaires, Bruitparif mène des actions d'information et de prévention des risques auditifs ou extra-auditifs liés aux expositions au bruit.

1.4. Le développement et l'amélioration des connaissances

Bruitparif participe aux études scientifiques et actions de recherche appliquée qui contribuent au développement des connaissances sur le bruit et sur ses conséquences sanitaires et socio-économiques.

Bruitparif contribue à des actions expérimentales opérées dans un cadre de coopération entre les centres de recherche, l'industrie et/ou les collectivités territoriales et visant à développer le savoir-faire professionnel en caractérisation et en gestion de l'environnement sonore urbain.

Bruitparif développe des échanges et des programmes de coopération aux échelles régionale, interrégionale, nationale ou internationale à des fins d'amélioration des connaissances, de pédagogie et de préservation de l'environnement sonore. Ces travaux peuvent inclure la mise en place de partenariats avec des acteurs ou collectivités territoriales situés en dehors de l'Île-de-France et visant le développement et la gestion d'observatoires du bruit, la participation à des programmes européens ou à des études ou coopérations internationales.

- Afin de réaliser ses missions, Bruitparif adopte un programme général annuel qui peut être adapté en cours d'année. Sur proposition de Bruitparif, ce programme général annuel intègre des actions en lien avec le Plan régional santé environnement 4 et le plan « Anti-bruit pour une Île-de-France plus calme », notamment :
- Améliorer la prise en compte des pics de bruit et de leurs impacts sanitaires et travailler à la mise en place d'indicateurs adaptés dans le cadre de l'action 4.3 du PRSE4 « renforcer la surveillance du bruit en tenant davantage compte des effets sanitaires associés aux pics de bruit des transports » ;
- Conduire des études " Bruit-Sommeil " dans le cadre de l'action 3.6 du plan Anti-Bruit et de l'action 4.4. du PRSE4 « améliorer les connaissances du lien bruit-sommeil des Franciliens en prenant en compte les principales sources nocturnes de bruit » ;
- Identifier les zones critiques en matière de bruit des transports terrestres en Île-de-France, participant ainsi à l'action 1.1 du plan Anti-Bruit ;
- Etablir un cadastre acoustique de l'état des chaussées, participant à l'action 1.5 du plan Anti-Bruit ;
- Renforcer le réseau de mesure du bruit aux abords des zones aéroportuaires en Île-de-France, et de contribuer ainsi à l'action 2.2 du plan Anti-Bruit ;
- Recenser les zones calmes potentielles et aider les communes à les préserver, conformément aux objectifs de l'action 4.1 du plan Anti-Bruit ;
- Promouvoir le dispositif " Météo des Chantiers " dans le cadre de l'action 4.4 du plan Anti-bruit ;
- Contribuer à la réalisation d'une EQIS couplée air-bruit et à la diffusion des résultats dans le cadre de la fiche action 4.5 du PRSE4 « documenter les

impacts sanitaires croisés des expositions au bruit et à la pollution atmosphérique en milieu résidentiel » ;

- Organiser un Trophée " Ville calme " dans le cadre de l'action 4.3 du plan Anti-bruit « récompenser 50 collectivités engagées pour la qualité de leur environnement sonore » ;
- Organiser une journée régionale bruit chaque année, comportant une séquence scientifique et une séquence dédiée aux politiques de lutte contre le bruit.

2. ARTICLE 2 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement Bruitparif pour la réalisation des missions définies à l'article 1 sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante ou sa commission permanente, et dans la limite de leur disponibilité.

Le soutien de la Région Île-de-France s'effectuera via le versement d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement dont les montants sont décidés par les instances du Conseil régional.

Les montants prévisionnels sont également discutés chaque année lors du vote pour l'approbation du budget prévisionnel de Bruitparif.

Les montants des subventions versées par la Région permettent de contribuer au financement des missions d'intérêt général de l'association et aux investissements nécessaires pour les assurer.

Par ailleurs, certains travaux et actions spécifiques définis d'un commun accord entre la Région et Bruitparif pourront faire l'objet de subventions complémentaires. Ces travaux spécifiques respecteront les obligations statutaires de Bruitparif notamment concernant la publication des résultats et leur diffusion.

Par ailleurs, la Région Île-de-France, en qualité de membre actif de Bruitparif, s'engage à :

- Désigner des représentants (titulaires et suppléants) pour siéger au sein des instances de gouvernance de Bruitparif ;
- Tenir informé Bruitparif des décisions prises par ses instances concernant la lutte contre le bruit en Île-de-France ;
- Associer Bruitparif aux actions régionales en lien avec les missions de Bruitparif.

2.1. Modalités de versement des subventions

Les subventions régionales annuelles seront mandatées en deux versements, sur la base des deux affectations votées par la Commission permanente du Conseil

régional et dans le respect des dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région :

- 1^{ère} affectation annuelle en début d'année : habituellement 70 % des montants des subventions annuelles de fonctionnement et d'investissement ;
- 2^{ème} affectation en milieu d'année concernant le solde.

Pour les subventions de fonctionnement, les versements d'avances ou d'acomptes se font sur présentation des pièces suivantes datées, cachetées et signées par le représentant légal de l'organisme, ou son représentant dûment mandaté :

- Une demande d'appel de fonds ;
- Un plan de trésorerie actualisé à la date de la demande d'appel de fonds.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- Une demande d'appel de fonds datée ;
- Les comptes annuels approuvés du dernier exercice clos de l'organisme certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce) ;
- Le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos.

Pour les subventions d'investissement, chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, ou son représentant dûment mandaté, qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème de la subvention et dans la limite de 80 % du montant de la subvention.

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur des paiements prévus dans les deux mois, en proportion du taux ou du barème de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois, les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30 % du montant subventionné.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranches. Ce compte-rendu financier comporte la signature du représentant légal de l'organisme bénéficiaire de la subvention.

2.2. Révision et restitution éventuelle de la subvention

Seront restituées à la Région les sommes qui n'ont pas été utilisées ou qui ont été utilisées pour une mission de Bruitparif ou une étude non conforme à l'objet social de l'association.

2.3. Caducité

Pour les subventions de fonctionnement, les règles sont les suivantes :

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale un dossier complet de demande de premier versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente du Conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est rendu caduc.

Pour les subventions d'investissement, les règles sont les suivantes :

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande un dossier complet de demande de premier versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente du Conseil régional, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

3. ARTICLE 3 - ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DE BRUITARIF

3.1. Actions conduites par Bruitparif

3.1.1. Travaux et études réalisées par Bruitparif

L'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à :

- Mettre en œuvre tout moyen d'observation permettant la caractérisation objective de l'état de l'environnement sonore en Île-de-France et de l'exposition de la population au bruit. Elle conduit pour cela des travaux de recherche et développement et des programmes d'innovation pour développer des technologies nouvelles (capteurs avec fonctionnalités de détection des sources de bruit, dosimètres adaptés à la vie quotidienne...) et des méthodologies nouvelles (cartographie dynamique, indicateurs tenant compte des pics de bruit, caractérisation du bruit lié à la vie récréative...).
- L'observation est conduite majoritairement dans l'environnement extérieur et porte sur les différentes sources de bruit dans l'environnement : les transports (trafic routier, trafic ferroviaire, trafic aérien, trafic fluvial), les activités commerciales, industrielles, les chantiers, ainsi que les activités de loisirs et la vie locale. L'observation peut également concerner des établissements ou lieux recevant du public.

- L'observation s'appuie sur différents outils d'investigation complémentaires :
 - o L'exploitation et la gestion d'un réseau automatique de stations de mesure fonctionnant de manière continue (réseau Rumeur de plus de 200 stations) ;
 - o La réalisation de campagnes de mesures ponctuelles complémentaires ;
 - o L'établissement d'un cadastre détaillé des sources de bruit en Île-de-France, et la réalisation de modélisations permettant d'établir des cartes de bruit ;
 - o La conduite d'enquêtes auprès de la population.
- Sur la base des observations conduites, Bruitparif réalise des études, documents cartographiques, synthèses et bilans relatifs à la caractérisation de l'environnement sonore et à l'évaluation des expositions au bruit en Île-de-France.
- Participer à des études scientifiques et à des actions de recherche appliquée afin de contribuer au développement des connaissances sur le bruit et sur ses conséquences sanitaires et socio-économiques.
- À ce titre, les outils d'évaluation du bruit sur le territoire francilien, et en particulier les cartes stratégiques du bruit et les mesures de bruit réalisées auprès de participants volontaires, sont largement utilisés dans le cadre d'études scientifiques de grande envergure visant à mieux comprendre les facteurs acoustiques impliqués dans la gêne des populations ainsi qu'à faire progresser les connaissances sur les impacts du bruit sur la santé (perturbations du sommeil, risques de maladies cardiovasculaires ou métaboliques...).
- Accompagner les acteurs franciliens dans la prise en compte de l'environnement sonore dans les politiques publiques.
- À ce titre, Bruitparif apporte un appui technique spécifique à ses membres qui sont autorités compétentes pour la mise en œuvre des exigences de la directive européenne 2002/49/CE (établissement des cartes stratégiques de bruit et accompagnement à l'élaboration des plans de prévention du bruit dans l'environnement), et assure un porter à connaissance des réglementations et enjeux qui touchent aux relations bruit et urbanisme.
- Bruitparif contribue également à la diffusion, au suivi et à la valorisation des bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion du bruit dans l'environnement et favorise les échanges entre les différents acteurs publics, associatifs et privés membres de l'association. Bruitparif est particulièrement actif et impliqué dans le Conseil national du bruit.
- Diffuser toutes données, études et synthèses produites par l'association ainsi que toutes informations conséquentes sur l'environnement sonore en Île-de-France.
- Bruitparif met notamment à disposition en accès ouvert (*opendata*) ses données de mesure ainsi que les cartographies stratégiques de bruit produites sur le territoire régional.

- Bruitparif contribue également régulièrement à la communauté scientifique au travers de la publication d'articles sur les travaux réalisés lors de congrès nationaux et internationaux.
- Informer et participer à la sensibilisation de tout public à l'importance de préserver l'environnement sonore et aux bonnes pratiques en la matière.

3.1.2. Travaux et études spécifiques d'intérêt régional

En complément des actions figurant dans son programme annuel général financé par l'ensemble des contributeurs et évoquées en préambule, Bruitparif identifie et propose des travaux et études spécifiques d'intérêt régional, cohérents avec les statuts de l'association et les décisions de ses instances notamment les plans stratégiques pluriannuels.

L'association a déjà identifié un certain nombre de sujets, listés en annexe à la convention, susceptibles d'être financés par un ou plusieurs financeurs. Aussi, l'association proposera des travaux et études sur ces thématiques selon deux types de modalités :

- Pour réaliser ces travaux, Bruitparif recherchera des subventions et financements complémentaires auprès de financeurs potentiels, notamment la Région ;
- Ce type de travaux et d'études (et d'une manière générale, l'appui de Bruitparif à la Région), pourra être réalisé sans financement supplémentaire dans les limites d'un volant annuel de jours d'expertise (ingénieur d'étude, communicant, chargé de médiation scientifique) défini chaque année en fonction du budget alloué par la Région. Il est de 48 jours sur la base du budget alloué en 2025. Le suivi du temps consommé sur l'année sera réalisé par Bruitparif. Bruitparif et la Région définiront d'un commun accord formel préalable les actions et travaux relevant de ce volant de jours et les projets ou le sujet dont l'ampleur nécessitera un financement complémentaire.

Le programme de travail et les principaux sujets concernés et les délais prévus seront définis dans la mesure du possible en novembre de l'année d'avant puis affinés lors des échanges réguliers avec la Direction de l'Environnement de la Région en charge des relations avec Bruitparif en lien avec les priorités des deux structures.

Ces travaux et études restent soumises à l'accord préalable de la collectivité pour tout financement et ne sauraient engager celle-ci au-delà des moyens attribués dans le cadre de la présente convention.

3.2. Obligation d'information et accès aux documents

Bruitparif répond à toute demande d'information de la Région et transmet toute documentation nécessaire aux affectations de financement et à leur suivi :

- a. Avant le 30 juin de l'année N,

- les bilans et comptes annuels de l'exercice de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce ;
 - le rapport annuel d'activité de l'année N-1 approuvé par les instances délibératives de l'association.
- b. Habituellement avant le 15 octobre de l'année N (date compatible avec les délais d'instruction pour affecter une aide à Bruitparif lors de la 1ère commission permanente de l'année N+1) :
- Le programme prévisionnel des actions prévues pour l'année N+1 et pour lesquelles des subventions de la Région sont demandées ;
 - Le projet de budget prévisionnel pour l'année N+1 ;

Et, sur demande de la Région, tout autre document nécessaire à l'instruction de l'affectation du financement à Bruitparif.

Bruitparif doit porter à la connaissance de la Région, par les procès-verbaux d'Assemblée générale et de Conseil d'Administration, toute modification concernant :

- Les statuts ;
- Le commissaire aux comptes ;
- La composition du Conseil d'Administration ;
- La composition du Bureau.

Bruitparif informe la Région, au moyen de la diffusion des comptes et du budget de l'association, des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour les programmes qu'elle subventionne.

Bruitparif s'engage à répondre à toute demande d'information et de document relative au suivi budgétaire et financier et à faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Bruitparif s'engage à informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements.

3.3. Cadre budgétaire et comptable à respecter

A des fins exclusives de suivi et de contrôle de l'utilisation des fonds publics, Bruitparif s'engage à respecter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les subventions octroyées par la Région dans le cadre de cette convention concernent exclusivement les activités d'intérêt général de Bruitparif. Bruitparif s'engage à ne pas utiliser les financements de la Région au profit des activités de sa filiale à but lucratif Viginoiz. Bruitparif s'engage à communiquer à la Région les documents régissant les liens de Bruitparif avec sa filiale ainsi qu'annuellement les rapports de gestion et les comptes de sa filiale.

Toute demande de financement pour Viginoiz devra suivre le régime applicable aux entreprises (candidature à un dispositif régional type appel à projets,...).

3.4. Obligations en matière de communication

Bruitparif s'engage à mentionner sur ses supports de communication le financement par la Région Île-de-France des études spécifiques concernées afin de participer à la notoriété et à la visibilité de l'action de la Région en matière de lutte contre le bruit. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action cofinancée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional le cas échéant conformément à la charte de visibilité régionale.

Dans ses opérations de communication sur des études spécifiques avec la Région, en lien direct avec le plan régional anti-bruit, Bruitparif s'engage à faire référence à ce plan de la Région.

Bruitparif autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats des travaux subventionnés à des fins de communication relative à l'action régionale sous réserve d'en mentionner la source « travaux ou étude Bruitparif ». La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur ces résultats. Toute utilisation ou exploitation commerciale des travaux réalisés par Bruitparif par la Région est interdite.

3.5. Autres obligations administratives

L'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds sera conservé, a minima, pendant 10 ans.

3.6. Obligation relative à la publication d'offre de stages ou d'alternances

BRUITPARIF s'engage à publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

3.7. Obligations en matière d'éthique

Bruitparif s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de

l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement. Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

3.8. Obligations en matière de données

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention, les Parties peuvent accéder et traiter des données à caractère personnel. A ce titre, les Parties s'engagent à traiter ce type de Données à caractère personnel conformément aux dispositions des lois de protection des données personnelles.

Chaque Partie comprend et reconnaît que les Données à caractère personnel constituent des informations confidentielles et veille à ce titre à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité.

La CNIL est l'autorité de contrôle compétente s'agissant des traitements des Données à caractère personnel dans les conditions prévues par la Loi de Protection des Données Personnelles. Cette autorité est appelée *Autorité chef de file*.

Les Parties reconnaissent que les Données à caractère personnel échangées dans le cadre de la mise en œuvre de cette convention sont très peu nombreuses et limitées. Il a été uniquement identifié des échanges :

- Des noms, mails et téléphones, afin que les personnes, concernées par les différentes actions identifiées dans le cadre de cette convention, puissent se contacter et échanger (organisation de réunions) ;
- Liés à l'utilisation de la plateforme régionale Mes démarches afin que Bruitparif puisse remplir les obligations en matière de recrutement de stagiaires et alternants, telles que prévues dans le paragraphe concerné.

Pour les quelques Données à caractère personnel échangées, identifiées ci-dessus ainsi que pour toutes les données personnelles qui ne sont pas échangées, la Région ainsi que Bruitparif s'engagent à respecter, en leur qualité de Responsable de traitement, toutes les obligations résultant des dispositions :

- De la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 Octobre 1995 et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 Juillet 2002 (et de toutes modifications qui pourraient y être apportées) ;
- Du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des

données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données à compter de sa date d'application ;

- De toute législation ayant pour objet de transposer ces directives ou prise en application de ce Règlement ;
- De toute législation ou réglementation relative à la protection des données applicable pendant la durée de la convention.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses politiques publiques, la Région peut récupérer des données techniques et des Données à caractère personnel. À l'exception des données identifiées ci-dessus (pour l'organisation de réunions et pour les obligations en matière de recrutement de stagiaires ou alternants), aucun jeu de Données à caractère personnel ne sera échangé entre la Région et Bruitparif. Seules des données à caractère technique sont utiles pour les travaux de Bruitparif et seront les seules à être transmises.

Bruitparif propose de nombreuses données, mises à disposition en open data, qui ne sont pas des Données à caractère personnel. Cela concerne les niveaux de bruit dans l'environnement tels qu'issus de données collectées par ses capteurs de mesure, les données du cadastre des sources de bruit, les cartes de bruit et d'exposition des populations et territoires, les résultats anonymisés d'enquêtes conduites auprès de la population francilienne.

L'utilisation de ces données peut intéresser différents acteurs : développeurs, chercheurs, start-ups, sociétés privées, webmasters, collectivités... qui créent de nouveaux services. Ces services peuvent favoriser la compréhension et l'appropriation des enjeux liés au bruit par chacun.

Bruitparif s'engage à poursuivre cette mise à disposition des données, notamment, en application de la directive européenne "INSPIRE", portant sur l'échange des données dans le domaine de l'environnement.

3.9. Respect de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

Bruitparif s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

4. ARTICLE 4 - DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties. Elle expire le 31 décembre 2028. Elle pourra être adaptée par avenant conjointement convenu entre les parties.

5. ARTICLE 5 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par Bruitparif. Dans ce cas, la Région adresse à Bruitparif une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à Bruitparif la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de Bruitparif par la Région.

6. ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Par dérogation, les annexes suivantes peuvent être modifiées par accord conjoint de la Présidente du Conseil régional ou de toute personne qui aurait sa délégation, et de Bruitparif :

- L'annexe 2 concernant les sujets de portée régionale pour lesquels Bruitparif propose son expertise ;
- L'annexe 3 concernant les indicateurs de suivi et d'évaluation.

Fait, en 2 exemplaires originaux, à Saint-Ouen-sur-Seine, le

Pour Bruitparif
France

Pour la Région Île-de-

Le Président
régional
M. Olivier BLOND

La Présidente du Conseil
Mme Valérie PECRESSE

Annexe 1 : historique des relations entre l'association Bruitparif et la Région Île-de-France

Bruitparif a été créé le 23 octobre 2004 à l'initiative du Conseil régional pour répondre aux demandes des différentes instances et collectivités publiques et des associations de défense de l'environnement de disposer d'un outil de caractérisation fiable, transparent et indépendant du bruit en Île-de-France permettant d'aider les acteurs franciliens dans leurs prises de décisions en matière de politiques de lutte contre le bruit et d'informer tout un chacun sur ces problématiques.

La mise en place de Bruitparif a été inscrite au Contrat de Plan Etat – Région 2000 – 2006. La première convention associant la Région à Bruitparif a été adoptée en commission permanente le 15 décembre 2004 (délibération n° CP 04-892). Elle a expiré au même titre que les contrats de plan Etat – Région fin 2006 qui faisaient état d'un soutien aux observatoires de l'environnement.

Au regard de la montée en puissance de la problématique du bruit à l'échelle nationale comme régionale et en conséquence de l'activité de Bruitparif, la Région a conclu une seconde convention avec Bruitparif pour la période 2007-2010 par délibération adoptée en commission permanente le 22 mars 2007 (CP 07-265). Cette convention a été prorogée par trois fois pour une année complémentaire par :

- Un premier avenant approuvé par délibération n° CP 10-976 du 17 novembre 2010 ;
- Un second avenant approuvé par délibération n° CP 12-158 du 26 janvier 2012 ;
- Un troisième avenant approuvé par délibération n° CP 12-280 du 21 novembre 2012.

Le développement de la structure s'est ensuite accompagné de l'élaboration d'un premier Plan stratégique pour les années 2013-2016, document qui a été adopté à l'unanimité par les membres de Bruitparif réunis en assemblée générale le 14 mai 2013, ainsi que d'une évolution des statuts de l'association lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 janvier 2014.

À la suite de ces différentes évolutions structurantes, une troisième convention a été approuvée en Commission permanente lors de la délibération CP 14-084 du 30 janvier 2014 entre la Région Île-de-France et Bruitparif pour la période 2014-2016. Celle-ci confiait à Bruitparif, à l'échelle régionale, un rôle majeur en matière d'observation, d'animation territoriale et d'information dans le domaine du bruit. Cette convention a été modifiée par 11 fois par :

- Un premier avenant approuvé par délibération n° CP 16-009 du 22 janvier 2016 (portant sur la modification des modalités de versement de la subvention) ;
- L'avenant n°2 (portant sur l'obligation de recruter des stagiaires pour percevoir les subventions) approuvé par délibération n° CP 16-116 du 18 mai 2016 ;
- L'avenant n°3 (portant sur l'évaluation de la fermeture des voies sur berges rive droite et prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2017) approuvé par délibération n° CP 16-590 du 16 novembre 2016 ;
- L'avenant n°4 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2018 approuvé par délibération n° CP 2017-543 du 22 novembre 2017 ;

- L'avenant n°5 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2019 approuvé par délibération n° CP 2018-525 du 21 novembre 2018 ;
- L'avenant n°6 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2020 approuvé par délibération n° CP 2019-384 du 20 novembre 2019 ;
- L'avenant n°7 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2021 approuvé par délibération n° CP 2020-465 du 18 novembre 2020.
- L'avenant n°8 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2022 approuvé par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021.
- L'avenant n°9 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2023 approuvé par délibération n° CP 2022-370 du 10 novembre 2022.
- L'avenant n°10 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2024 approuvé par délibération n° CP 2023-404 du 17 novembre 2023.
- L'avenant n°11 prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2025 approuvé par délibération n° CP 2024-338 du 15 novembre 2024.

Durant la période 2014-2025, Bruitparif a renforcé son expertise et a obtenu une reconnaissance qui dépasse maintenant largement les limites administratives de la région Île-de-France. Ce fort développement s'est appuyé sur la mise en œuvre des orientations inscrites aux plans stratégiques de Bruitparif élaborés pour les périodes 2016-2022 puis 2023-2027.

L'association Bruitparif est devenue aujourd'hui une structure régionale de référence dans le domaine de l'environnement sonore, à travers ses activités de caractérisation du bruit, d'études, d'accompagnement des politiques publiques et d'information, qui ont été renforcées par sa forte capacité d'innovation.

Elle fédère plus d'une centaine de membres répartis au sein de 4 collèges :

- 1^{er} collège : Etat et ses établissements publics ;
- 2nd collège : Collectivités territoriales, leurs assemblées consultatives et leurs groupements et les établissements publics territoriaux ;
- 3^{ème} collège : collège des activités contribuant directement ou indirectement à l'émission ou à la réduction du bruit ;
- 4^{ème} collège : collège des associations régionales de protection de l'environnement, de consommateurs, des associations locales de lutte contre les nuisances sonores, des organismes professionnels traitant de l'audition, de l'acoustique, du bruit et de ses impacts ainsi que des personnalités ou associations qualifiées.

Annexe 2 : liste de sujets de portée régionale pour lesquels Bruitparif propose son expertise

En complément des actions figurant dans son programme annuel général financé par l'ensemble des contributeurs au financement général de Bruitparif dans le cadre de sa mission d'intérêt général, l'association, à son initiative, identifie et propose des travaux et études spécifiques d'intérêt régional.

Bruitparif a déjà identifié un certain nombre de sujets (qui peuvent faire l'objet de travaux, études spécifiques, investissements) qui intéressent spécifiquement la Région, et qui sont susceptibles d'être financés par un ou plusieurs financeurs (liste non exhaustive) :

- Diagnostics afin de qualifier les espaces de nature soutenus par la Région et IDFN en "refuge sonore " en lien le plan régional Anti-bruit 2024-2028
- Étude de caractérisation des impacts acoustiques et sanitaires de la généralisation des descentes continues d'aéronefs en Île-de-France. Cette étude nécessitera une collaboration active des acteurs de l'aérien, en particulier la DGAC et ADP, pour disposer de données fiables en termes de trafic aérien, des caractéristiques acoustiques des flottes actuelles et projetées ainsi que des trajectoires actuelles et projetées.
- Réalisation d'une étude de caractérisation des niveaux de bruit et d'exposition des usagers dans les transports en commun ferroviaires en Île-de-France. Cette étude nécessitera d'associer les principaux gestionnaires et exploitants des lignes ferroviaires en Île-de-France (a minima SNCF Réseau, Île-de-France Mobilités, RATP).

Pour la réalisation de ces travaux, Bruitparif recherchera des subventions et financements spécifiques auprès de financeurs potentiels, notamment, en sollicitant la Région. Certaines de ces propositions pourront être réalisées d'un commun accord formel sans financement supplémentaires dans les limites du volant annuel de journées d'expertise prévues dans le cadre de cette convention.

Annexe 3 : indicateurs de suivi et d'évaluation

Bruitparif fournit les informations suivantes, notamment si elles ne figurent pas déjà dans des rapports annuels communiqués à la Région :

- Le nombre de stations de mesure exploitées par catégorie de bruit (aérien, transports routier-ferroviaire etc) et taux de fonctionnement ;
- Le nombre de mesures ponctuelles réalisées ;
- Le nombre de kilomètres de voirie routière ou ferroviaire modélisés ;
- La superficie du territoire bénéficiant de cartes de bruit produites par Bruitparif ;
- Le nombre d'agglomérations et la population concernée qui bénéficient de l'accompagnement personnalisé de Bruitparif pour la mise en œuvre des politiques de lutte contre le bruit ;
- Le nombre de zones critiques en matière de bruit des transports terrestres en Île-de- France et évolution (nombre de zones traitées) ;
- Le nombre de points de mesures autour des aéroports ;
- Le linéaire cartographié dans le cadre du cadastre de l'état acoustique des chaussées franciliennes ;
- Le nombre de zone calmes concernées par l'accompagnement par Bruitparif des communes (objectif 200) ;
- Le nombre de grands chantiers utilisant le dispositif " Météo sonore " ;
- Le nombre de collectivités récompensées pour leur engagement pour la qualité de leur environnement sonore ;
- Le nombre d'actions de sensibilisation réalisées et le public touché, le nombre de lycéens sensibilisés.

Annexe 3 : Avenant Convention EDF et Ile-de-France - Territoires d'Industrie

AVENANT À LA CONVENTION-CADRE DE PARTENARIAT POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN ÎLE-DE-FRANCE

Entre :

La Région Île-de-France,

Sise au 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen-sur-Seine

Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Habiletée à signer l'avenant à la convention par délibération CP 2025-294 du 20 novembre 2025,

Désignée ci-après par « la Région »,

D'une part,

Et :

Electricité de France (EDF),

Société Anonyme au capital social de 2 084 365 041,00 euros, dont le siège social est à PARIS 8ème, 22-30, avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris 552 081 317

représentée par Hélène BADIA, Directrice Action Régionale Ile-de-France, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Désignée ci-après « le bénéficiaire »

D'autre part,

Après avoir rappelé,

Par délibération N° 2023-171 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 5 juillet 2023, la Région Île-de-France et EDF s'engagent à travailler conjointement en se référant aux objectifs intégrés dans la stratégie Energie Climat d'Île-de-France au travers de neuf axes de partenariat définis dans l'article 2 de la convention.

Par délibération n° 2025-294 du 20 novembre 2025, la Région a décidé par avenant d'ajouter une action supplémentaire à la convention cadre de partenariat pour la transition écologique, énergétique et climatique en Île-de-France.

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT

L'axe 6 « Encouragement à l'innovation sur les technologies d'avenir de la transition énergétique » comporte actuellement trois sous-actions. Le présent avenant a pour objet d'y ajouter une quatrième sous-action répondant à l'objectif d'accompagner les industriels du territoire et les collectivités locales vers la décarbonation des territoires franciliens particulièrement engagés dans le soutien à l'industrie.

ARTICLE 2 - DOMAINES DE COLLABORATION

Il est ajouté à L'axe 6 « Encouragement à l'innovation sur les technologies d'avenir de la transition énergétique » :

4/. L'accompagnement à la décarbonation des territoires franciliens engagés dans la réindustrialisation décarbonée

Dans le cadre des priorités régionales liées à la réindustrialisation décarbonée inscrites dans Impact 2028 et en cohérence avec les principes du SRCAE, en particulier dans la recherche de solutions d'optimisation des process industriels, de valorisation de la chaleur fatale, d'exploitation de la géothermie de surface, d'utilisation des EnR, et d'électrification, les Parties proposent de mettre en

place un programme d'actions « décarbonation de l'industrie » à destination des industriels et des territoires franciliens particulièrement engagés dans le soutien à la réindustrialisation décarbonée, afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. 2 axes sont prévus :

1. Réalisation de diagnostics territoriaux et des tissus industriels

Elaboration de diagnostics des consommations d'énergies fossiles et d'émission de gaz à effet de serre des industriels, ainsi qu'une cartographie des infrastructures ou potentiels définissant des leviers de transition à l'échelle de chacun des territoires participants à ce programme d'actions partenarial.

2. Actions d'animation autour de solutions et d'actions de décarbonation

Mobilisation des industriels et des territoires autour d'ateliers de travail afin de consolider les diagnostics, partager les retours d'expérience et les cas de réussites ainsi que de définir des actions à déployer (sensibilisation, projets de transition industriels, projets d'infrastructures territoriales ...)

EDF s'engage dans ce cadre à réaliser à ses frais des diagnostics territoriaux de niveau macro concernant les consommations d'énergie fossile, les émissions de gaz à effet de serre et les infrastructures énergétiques des territoires participants à ce programme d'actions partenarial. Ces diagnostics s'appuient exclusivement sur des données publiques ou open source et ne comportent aucune analyse individualisée d'entreprises. Ils ne constituent pas une prestation réalisée pour le compte de la Région et ne préjugent d'aucune solution technique (axe 1).

La Région Île-de-France et EDF co-animent des ateliers collectifs visant à partager les enseignements des diagnostics territoriaux et à identifier des leviers de transition énergétique (axe 2). La Région garantit la pluralité des acteurs mobilisés. Les comptes rendus produits ne contiennent que des éléments factuels et collectifs. La Région facilitera, à travers ce programme d'actions, les orientations vers les dispositifs existants dédiés à la décarbonation, et en particulier les dispositifs régionaux tels que Gamme'Up ou le dispositif « Décarbonation et compétitivité ». Des relais de communication transmis par EDF pourront être prévus, dans le respect des règles de confidentialité et de propriété intellectuelle. EDF mobilise dans ce cadre son expertise globale sans faire référence à ses offres commerciales ou à ses produits.

Les Parties conviennent que les diagnostics réalisés seront financés par EDF. Ces diagnostics s'appuieront sur des données en Open Source, sous réserve du respect des règles de confidentialité et des droits associés aux données partagées, notamment en matière de propriété intellectuelle.

Le suivi de cet accompagnement donnera lieu à des réunions de COTEC mensuels et de COPIL (lancement et bilan) dont la composition fera l'objet d'un accord entre les deux parties.

Enfin, cet accompagnement auprès des territoires participants à ce programme d'actions partenarial et de leurs entreprises pourra intégrer un volet de soutien aux initiatives innovantes en matière de formation et de développement des compétences dans le domaine de la transition environnementale et de la décarbonation, comme prévu dans ladite convention cadre et notamment l'axe 7 « La structuration d'une filière des métiers de la transition énergétique » et autres mentions dédiées.

ARTICLE 3

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, , le -----

**Bernard Fontana Président directeur
général d'EDF**

**La Présidente de la région Île-de-
France**

ou son représentant

ou son représentant

Annexe 4 : Airparif petite chaufferie Biomasse

DOSSIER N° 25004578 - Airparif-expérimentation filtres - petite chaufferie biomasse

Dispositif : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)

Délibération Cadre : CR114-16 du 17/06/2016

Imputation budgétaire : 907-74-20422-174002-1700

Action : 17400201- Qualité de l'air, bruit et santé environnementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	170 000,00 € TTC	100,00 %	170 000,00 €
	Montant total de la subvention		170 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP

Adresse administrative : 7 RUE CRILLON
75004 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Philippe QUENEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 novembre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Airparif a publié une étude le 27 mars 2025, qui montre que les chaufferies biomasse de petites tailles émettent 6 à 15 fois plus de particules fines que celles de tailles plus importantes.

Dans l'objectif de réduire les émissions de ces chaufferies, le présent projet vise à tester notamment l'intérêt et l'efficacité de dispositifs de filtration.

La subvention permettra de couvrir :

- la mise à disposition du matériel ;
- l'installation du matériel, son étalonnage, et l'enregistrement des mesures ;
- la remise en état ;
- l'acquisition des données et l'élaboration d'un rapport d'analyse de ces données et des résultats des mesures.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Investissements d'Airparif pour tester des équipements de filtration petites chaufferies biomasse	170 000,00	100,00 %
Total	170 000,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	170 000,00	100,00 %
Total	170 000,00	100,00 %

Annexe 5 : Soutien aux associations oeuvrant pour l'environnement

DOSSIER N° 25004395 - ENERGIE PARTAGEE : « Accompagner et structurer la dynamique des projets citoyens d'énergies renouvelables en Ile-de-France en 2025 »

Dispositif : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

Délibération Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Imputation budgétaire : 937-71-65748-171004-1700

Action : 17100402- Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	291 033,00 € TTC	18,90 %	55 000,00 €
	Montant total de la subvention		55 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ENERGIE PARTAGEE

Adresse administrative : 16 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Johann VACANDARE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : accompagner la structuration du réseau francilien des énergies renouvelables citoyennes

Dates prévisionnelles : 31 août 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Subvention de fonctionnement pour des missions se déroulant sur l'année civile 2025

Description :

Energie Partagée Île-de-France (EPIDF) travaille à la concrétisation régionale de l'objectif national d'énergies renouvelables citoyennes fixant le cap à 1 000 nouveaux projets en France d'ici 2028. Avec 30 sites en exploitation et une vingtaine en développement en 2025 en Île-de-France, l'objectif est de poursuivre la dynamique en diversifiant les filières et les modèles économiques, afin d'accélérer l'appropriation citoyenne des enjeux énergétiques et climatiques.

Les grandes lignes directrices pour 2025 de l'association sont les suivantes :

- Diversifier la taille des projets d'EnR citoyens avec, d'une part, le développement de nouveaux projets d'envergure de photovoltaïque sur sols artificialisés et d'autre part, par le renforcement des collectifs citoyens au travers d'un programme d'accompagnement pour les opérateurs existants. En parallèle l'association accompagnera l'émergence de collectifs

citoyens pour certaines collectivités territoriales en grande couronne.

- Diversifier les filières d'EnR citoyens en développant la géothermie et le solaire thermique citoyen au travers de nouvelles expérimentations et en proposant des formations spécifiques.
- Renforcer la mutualisation des outils et compétences entre collectifs d'EnR citoyens. Depuis 2018, le réseau régional Energie Partagée travaille à créer une culture commune entre les collectifs citoyens autour de valeurs et de méthodes de travail partagées, afin de mutualiser les outils et les compétences. En 2025, le programme d'accompagnement "Opérateurs Energétiques Territoriaux et Citoyens" sera déployé en Île-de-France pour apporter une méthodologie à la consolidation de ces structures coopératives, d'un point de vue stratégie économique et mobilisation citoyenne. Trois structures seront accompagnées en priorité : Sud Paris Soleil, EnercitIF et Gallywatt.
- Renforcer l'engagement citoyen par le recrutement de nouveaux bénévoles et la diversification des profils, et par des actions favorisant la transmission des savoir-faire accumulés.
- Diversifier les sources de financement des projets d'EnR citoyens. La rencontre régionale des énergies renouvelables citoyennes programmée le 25 septembre 2025 sera l'occasion de partager de premiers résultats et des pistes d'actions pour 2026.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013, la subvention au titre du soutien aux structures dans le secteur de l'environnement est composée du soutien aux têtes de réseau d'un montant maximum de 50 000 € s'élevant à 50 % des dépenses éligibles, soit 50 000 €, et au titre du module du « dispositif thématique » d'un montant de 15 000 € au taux de 50 % (module plafonné à 50 000 € avec un taux maximal de 70 %).

L'assiette éligible est 291 033 €. Le total de la subvention s'élève à 55 000 €, soit un taux d'intervention de 18,90 %.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel pour l'animation et la coordination	184 882,00	63,53%
Charges de fonctionnement	67 151,00	23,07%
Frais de missions	9 000,00	3,09%
Prestations externes	30 000,00	10,31%
Total	291 033,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	55 000,00	18,90%
ADEME Ile-de-France	87 333,00	30,01%
MGP	85 000,00	29,21%
Fonds propres	37 000,00	12,71%
Autres financements	26 700,00	9,17%
Total	291 033,00	100,00 %

Annexe 6 : Fiche-projet modifiée

**DOSSIER N° EX073027 - AAP Rénovation énergétique des bâtiments publics -
Rénovation du groupe scolaire de la Côte des Carrières - Commune de Jouy-le-
Moutier (95)**

Dispositif : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

Délibération Cadre : CP2023-072 du 29/03/2023

Imputation budgétaire : 907-758-2041412-175002-1700

Action : 17500202- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	282 374,50 € HT	55,00 %	155 305,00 €
	Montant total de la subvention		155 305,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE JOUY-LE-MOUTIER
Adresse administrative : 56 GRANDE RUE
95280 JOUY LE MOUTIER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Herve FLORCZAK, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Rénovation énergétique du groupe scolaire de la Côte des Carrières

Dates prévisionnelles : 10 juillet 2023 - 31 août 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à démarrer les travaux afin de réduire les consommations énergétiques et réduire les dépenses communales dans le contexte de hausse des prix de l'énergie.

Description :

A la suite d'une erreur matérielle, il s'agit de corriger dans le paragraphe « description » le nom de la commune, la population ainsi que les postes de travaux du projet.

La commune de Jouy-le-Moutier (17 400 habitants) souhaite réaliser une rénovation énergétique globale du groupe scolaire de la Côte des Carrières.

L'opération consiste à isoler les murs par l'extérieur et remplacer les menuiseries extérieures.

Les équipements installés devront répondre a minima aux caractéristiques imposées par les fiches d'opérations standardisées Certificats d'Economie d'Energie (CEE).

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Application du RI adopté par délibération n° CP 2023-171 du 5 juillet 2023 "Appel à projets rénovation énergétique" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux bio-sourcés à hauteur de 12 kg/m² de surface de plancher. L'assiette éligible est de 282 374,5 €. La subvention est plafonnée pour respecter la législation nationale sur la participation minimale du maître d'ouvrage. La subvention est ainsi de 141 187 € avec un bonus BPE de 14 118 €.

Localisation géographique :

- JOUY-LE-MOUTIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation énergétique	282 374,50	97,08%
Autres travaux (hors assiette éligible)	8 488,50	2,92%
Total	290 863,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	141 187,00	48,54%
Prime citoyenne écologique	14 118,00	4,85%
Fonds verts	43 629,00	15,00%
Fonds propres	91 929,00	31,61%
Total	290 863,00	100,00 %